

RAPPORT ITIE 2023

EXPLORATION, PRODUCTION, EXPORTATION ET ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

1. EXPLORATION ET PRODUCTION

Le secteur extractif du Cameroun, notamment dans le domaine des hydrocarbures, joue un rôle central dans l'économie nationale. En 2023, le pays a produit environ 22,9 millions de barils de pétrole brut, générant des recettes estimées à 1 117,9 milliards FCFA. Toutefois, des défis subsistent, notamment en raison de l'épuisement des champs pétroliers existants et des fluctuations des prix mondiaux du pétrole.

Le gaz naturel représente également une part importante de la production, avec 85,26 millions de MSCF produits. De plus,

le GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié) a atteint 34 730 TM en 2023, bien que la production ait diminué en raison de problèmes d'infrastructure et de gestion.

Les entreprises impliquées dans l'exploration et la production, telles que la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), assurent la gestion des licences d'exploitation et sont responsables de la surveillance des performances des opérateurs privés. Les pratiques de transparence et de publication des données sont au cœur de l'effort gouvernemental pour assurer la gouvernance de ce secteur stratégique.

Pages du rapport : 132-150

2. EXPORTATION

Les exportations de produits pétroliers demeurent un pilier essentiel pour l'économie camerounaise. En 2023, les exportations d'hydrocarbures se sont élevées à 1 459,1 milliards FCFA, avec environ 20,89 millions de barils de pétrole brut exportés. Les principaux marchés pour le pétrole camerounais ont été les Pays-Bas, l'Inde, et la Chine, représentant près de 70 % des exportations totales de pétrole.

Les exportations minières, bien que marginales, ont inclus principalement l'or et le diamant. En 2023, environ 24,77 kg d'or ont été exportés, principalement dans les marchés européens et asiatiques. Cependant, le secteur minier souffre encore d'une absence d'infrastructures industrielles majeures et d'une gestion efficace des exportations artisanales.

Pages du rapport : 172-175



3. ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Le secteur extractif est responsable d'une part significative des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Cameroun, en particulier à travers la production d'hydrocarbures. Selon l'inventaire national des GES publié dans le cadre de l'Accord de Paris, le pays a enregistré un total de 117 443 Gg de CO₂ équivalent (CO₂e) en 2020. Cette valeur a été dominée par des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) à hauteur de 62,2 %, suivis du méthane (CH₄) (26,1 %) et du protoxyde d'azote (N₂O) (11,5 %).

Les émissions sont principalement dues aux activités dans les secteurs AFOLU (Agriculture, Forêt et Autres Utilisations des Terres), ainsi qu'aux émissions liées à l'énergie (pétrole et gaz). Le Cameroun continue de prendre des mesures pour répondre à ses engagements climatiques, bien que l'intégration de la gestion des émissions dans les projets extractifs reste insuffisante.

Pages du rapport : 143-145

4. RECOMMANDATIONS DE L'ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT

L'Administrateur Indépendant a formulé plusieurs recommandations pour améliorer la gouvernance du secteur extractif, particulièrement en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la production et l'exportation des ressources extractives.

1. Exploration et production :

- Il est recommandé de renforcer la transparence dans l'attribution des licences et contrats d'exploitation, avec des contrats standardisés et des audits externes réguliers. Cela permettrait d'assurer que les conditions de partage des revenus sont respectées et de renforcer la confiance des parties prenantes.

- L'Administrateur propose également de créer un cadre législatif plus rigoureux pour garantir que toutes les entreprises respectent les engagements de production et d'exportation, avec des pénalités strictes pour non-conformité.

2. Exportation :

- Amélioration de la traçabilité des exportations : Il est essentiel de renforcer la coopération entre les autorités fiscales, douanières et les entreprises extractives afin de suivre plus efficacement les volumes exportés et les recettes générées. La mise en place de systèmes de traçabilité numérique et d'un registre central des exportations permettrait de garantir que les ressources extractives (pétrolières, gazières, minières) sont correctement comptabilisées et que les revenus sont maximisés pour l'État.

3. Émissions de gaz à effet de serre :

- Les entreprises doivent s'engager activement à réduire leurs émissions de GES, en particulier en limitant le torchage et en optimisant l'utilisation du gaz naturel. L'Administrateur recommande également de favoriser les technologies de capture du carbone et d'intégrer des exigences environnementales strictes dans les contrats d'exploitation.

- Le Cameroun devrait introduire des audits environnementaux externes pour vérifier les émissions de chaque entreprise et s'assurer que des actions correctives sont prises en cas de non-respect des engagements.

Pages du rapport : 269-286

Le secteur extractif camerounais est un moteur essentiel de l'économie, mais il nécessite des réformes continues pour renforcer la transparence, la gestion durable des ressources, et minimiser son impact environnemental. En mettant en œuvre les recommandations proposées, le pays pourra améliorer la gouvernance des ressources extractives (pétrolières, gazières, minières) et maximiser les bénéfices pour ses citoyens tout en respectant ses engagements climatiques internationaux.

EITI 2023 REPORT

EXPLORATION, PRODUCTION, EXPORT, AND GREENHOUSE GAS EMISSIONS

1. EXPLORATION AND PRODUCTION

Cameroon's extractive sector, particularly in the field of hydrocarbons, plays a central role in the national economy. In 2023, the country produced approximately 22.9 million barrels of crude oil, generating estimated revenues of CFAF 1,117.9 billion. However, challenges remain, particularly due to the depletion of existing oil fields and fluctuations in global oil prices.

Natural gas also accounts for a significant share of production, with 85.26 million MSCF produced. In addition,

LPG (Liquefied Petroleum Gas) reached 34,730 MT in 2023, although production declined due to infrastructure and management issues.

Companies involved in exploration and production, such as the Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), manage operating licenses and are responsible for monitoring the performance of private operators. Transparency and data disclosure practices are central to the government's efforts to ensure the governance of this strategic sector.

Report pages: 132-150

2. EXPORTS

Exports of petroleum products remain an essential pillar of the Cameroonian economy. In 2023, hydrocarbon exports amounted to CFAF 1,459.1 billion, with approximately 20.89 million barrels of crude oil exported. The main markets for Cameroonian oil were the Netherlands, India, and China, accounting for nearly 70% of total oil exports.

Mining exports, although marginal, mainly included gold and diamonds. In 2023, approximately 24.77 kg of gold were exported, mainly to European and Asian markets. However, the mining sector still suffers from a lack of major industrial infrastructure and effective management of artisanal exports.

Report pages: 172-175



3. GREENHOUSE GAS EMISSIONS

The extractive sector is responsible for a significant share of greenhouse gas (GHG) emissions in Cameroon, particularly through hydrocarbon production. According to the national GHG inventory published under the Paris Agreement, the country recorded a total of 117,443 Gg of CO₂ equivalent (CO₂e) in 2020. This figure was dominated by carbon dioxide (CO₂) emissions at 62.2%, followed by methane (CH₄) (26.1%) and nitrous oxide (N₂O) (11.5%).

Emissions are mainly due to activities in the AFOLU (Agriculture, Forestry, and Other Land Use) sectors, as well as energy-related emissions (oil and gas). Cameroon continues to take measures to meet its climate commitments, although the integration of emissions management into extractive projects remains insufficient.

Report pages: 143-145

4. RECOMMENDATIONS OF THE INDEPENDENT ADMINISTRATOR

The Independent Administrator has made several recommendations to improve governance in the extractive sector, particularly with regard to greenhouse gas emissions and the production and export of extractive resources.

1. Exploration and production:

- It is recommended that transparency in the allocation of operating licenses and contracts be strengthened, with standardized contracts and regular external audits. This would ensure that revenue-sharing conditions are respected and strengthen stakeholder confidence.
- The Administrator also proposes creating a more rigorous legislative framework to ensure that all companies comply with production and export commitments, with strict penalties for non-compliance.

2. Exports:

- Improving export traceability: It is essential to strengthen cooperation between tax and customs authorities and extractive companies in order to track export volumes and revenues more effectively. The implementation of digital traceability systems and a central export registry would ensure that extractive resources (oil, gas, minerals) are properly accounted for and that revenues are maximized for the state.

3. Greenhouse gas emissions:

- Companies must actively commit to reducing their GHG emissions, in particular by limiting flaring and optimizing the use of natural gas. The Administrator also recommends promoting carbon capture technologies and incorporating strict environmental requirements into operating contracts.
- Cameroon should introduce external environmental audits to verify each company's emissions and ensure that corrective action is taken in the event of non-compliance with commitments.

Report pages: 269-286

Cameroon's extractive sector is a key driver of the economy, but it requires ongoing reforms to enhance transparency, sustainable resource management, and minimize its environmental impact. By implementing the proposed recommendations, the country will be able to improve the governance of extractive resources (oil, gas, mining) and maximize benefits for its citizens while meeting its international climate commitments.